

DECISION EPPDCSI N°2025 P 86 D (Abroge la décision n°2024 P 71 D)

LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA DECOUVERTE ET DE LA CITE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

Vu les articles R335-1 à R335-18 du code de la recherche portant statuts de l'Etablissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie,

Vu l'arrêté MICB2511527A du 12 juin 2025 désignant à titre intérimaire la Présidente de l'Établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie - Mme Delphine Samsoen,

Vu la délibération 11/29 du conseil d'administration du 18 octobre 2011 approuvant les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'établissement,

Vu la décision n°18 P 153 N portant nomination de Mme Valérie IZARD, directrice des moyens techniques et de la sécurité,

Vu la décision n°16 P 84 N portant nomination de M. Stanislas DEGARDIN, directeur adjoint des moyens techniques et de la sécurité,

DECIDE

Art. 1^{er} : La présente décision abroge à compter de sa prise d'effet la décision n°2024 P 71 D portant la précédente délégation de signature.

Art. 2 : Délégation est donnée à Mme Valérie IZARD, directrice des moyens techniques et de la sécurité, pour signer au nom du président de l'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie et pour l'ensemble de la direction :

- les engagements en dépense et en recette d'un montant inférieur ou égal à 90 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil), à l'exclusion des contrats de travail, des transactions et actions en justice, des dons et legs, des contrats de prêt, des remises gracieuses, des cessions à titre gratuit, des contrats emportant redevance au titre d'autorisation temporaire d'occupation du domaine public, des contrats de concession, des adhésions aux associations, des contrats en matière immobilière, des décisions tarifaires, des ordres de mission pour l'étranger, des conventions locatives, des conventions de mécénat ou de parrainage et des conventions de partenariat institutionnel ;
- les bons de commande, sans limite de montant, pris en exécution d'un accord-cadre, quel que soit le montant de ce dernier (à l'exclusion des marchés subséquents et des bons de commande passés auprès de l'UGAP ou d'une autre centrale d'achats) ;
- les avenants sans incidence financière et les actes nécessaires à l'exécution de tout engagement de dépense, quel que soit le montant initial de l'engagement auquel ils se rapportent, notamment, les ordres de service, les procès-verbaux de réception et d'admission, les certifications de service fait, les décisions de réception et de levée de

réserves, les actes spéciaux de sous-traitance, les décomptes généraux, les états liquidatifs de décompte des pénalités ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes, sans limite de montant, ainsi que les certificats administratifs, les états de frais de déplacement, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ;
- les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes ;
- tout autre acte ne relevant pas des catégories susmentionnées et nécessaire à l'accomplissement des attributions de la direction.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie IZARD, ou encore à des fins de bonne organisation du service, délégation est donnée à M. Stanislas DEGARDIN, directeur adjoint des moyens techniques et de la sécurité, pour signer pour l'ensemble de la direction et dans les mêmes conditions que celles décrites à l'article 2.

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie IZARD et de M. Stanislas DEGARDIN, ou encore à des fins de bonne organisation du service, délégation est donnée à Mme Isabelle KAZMIERZAK, cheffe de département moyens généraux logistiques, à M. André MARTINEZ, chef de département sécurité, à M. Mohamed GHILI, chef de département bâtiment, travaux et systèmes techniques, à M. Carlos BARBOLLA, chef de département des moyens généraux techniques et à Mme Alice BOULITREAU, cheffe de département maîtrise d'ouvrage et documentation patrimoniale, pour signer pour l'ensemble de la direction et dans les mêmes conditions que celles décrites à l'article 2.

Art. 5 : A des fins de bonne organisation du service, délégation est donnée à M. Paul BENTO MARTINS, chef adjoint de département bâtiment, travaux et systèmes techniques, à M. Christophe GUENNERY, chef adjoint de département des moyens généraux techniques, et à M. Cyril ANDRIANASOLO, chef adjoint de département sécurité, pour signer dans les limites de leurs attributions et dans les mêmes conditions que celles décrites à l'article 2.

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie IZARD et de M. Stanislas DEGARDIN, ou encore à des fins de bonne organisation du service, délégation est donnée à Mme Régine SILVY, responsable du pôle de coordination transversale, pour signer dans les limites de ses attributions :

- les actes nécessaires à l'exécution de tout engagement de dépense, quel que soit le montant initial de l'engagement auquel ils se rapportent, notamment, les ordres de service, les procès-verbaux de réception et d'admission, les certifications de service fait, les décisions de réception et de levée de réserves, les actes spéciaux de sous-traitance, les décomptes généraux, les états liquidatifs de décompte des pénalités.

Cette délégation est personnelle et intransmissible.

Cette décision sera publiée. Elle prend effet à compter du 13 juin 2025.

Fait à Paris, le 17 juin 2025

Delphine SAMSOEN
Présidente par intérim